

Rapport d'activités



2016

I – INTRODUCTION.....	p. 2
II – LE RESEAU MIGREUROP.....	p. 3
III – LE FONCTIONNEMENT.....	p. 4
- Les instances	
- L'équipe	
- Les membres	
- Les finances	
- Les soutiens	
IV – INVESTIGATION.....	p. 7
a. Les missions : mission de terrain exploratoires et envoi de volontaire en mission	
b. L'approche <i>hotspots</i>	
V – MOBILISATION.....	p. 10
a. La mobilisation <i>Close the Camps</i>	
b. La campagne <i>Frontexit</i>	
c. Les partenariats internationaux	
VI – SENSIBILISATION.....	p. 14
a. L'exposition <i>Moving Beyond Borders</i>	
b. Les rencontres	
c. Les publications	
VII – COMMUNICATION.....	p. 18
a. Communiqués de presse	
b. Migreurop dans les médias	
c. Sites, réseaux sociaux, listes de diffusion	
ANNEXE 1 Migreurop dans les médias	p. 20
ANNEXE 2 Interventions au nom de Migreurop	p. 24

I – INTRODUCTION

L'année du « suicide de l'Europe » ?

Le traité de Maastricht (1992), en faisant advenir une Union en lieu et place de la Communauté économique européenne, aurait dû donner une véritable dimension politique et démocratique à ce nouvel ensemble régional. Hormis la mise en place d'une monnaie unique, le seul véritable projet politique des dirigeants de l'UE consista en une entreprise de différenciation entre les « États membres » et les « États tiers » passant par l'affirmation du contrôle des frontières extérieures. Autrement dit, la défense de la liberté de circulation à l'intérieur de l'UE fut fondée l'intensification des contrôles et la multiplication des entraves à la mobilité des personnes souhaitant entrer en Europe. Les droits fondamentaux des uns étaient donc adossés à la négation de ceux des autres. Depuis près de quinze ans, le réseau Migreurop n'a cessé de dénoncer les atteintes au « droit à quitter tout pays y compris le sien » et de combattre les formes multiples d'enfermement des étrangers. Au-delà du cercle étroit des militants des droits humains, la « dimension externe » du contrôle des frontières (notamment les accords avec des États appelés à endosser le rôle de gendarme de l'UE) et ses conséquences en termes de droits fondamentaux (à demander l'asile notamment) étaient cependant considérés comme une forme de « prix à payer » pour garantir les libertés des citoyens européens.

À partir de 2015, les conséquences du refus d'accueillir les victimes des guerres en Syrie et d'autres régions en proie à des crises multiples ont inauguré une nouvelle ère au sein de l'UE. Non seulement, ses dirigeants ont transformé les îles grecques en un archipel de camps, mais ils ont perdu tout pouvoir de négociation face aux leaders ayant compris et repris les ressorts de leurs politiques xénophobes. Tant en interne, où le président hongrois défend, jusqu'aux pires outrances racistes, la logique européenne de verrouillage des frontières extérieures et de maintien à distance des demandeurs d'asile, qu'en externe, où le président turc a saisi tout le parti qu'il pouvait tirer d'un « accord » avec l'UE. En s'engageant à limiter les départs des trois millions de réfugiés présents en Turquie et en acceptant de reprendre une partie des demandeurs d'asile arrivés en Grèce depuis la côte égéenne, il a obtenu un véritable « quitus » : l'Union européenne, qui s'est longtemps fait fort d'incarner une « diplomatie des droits de l'Homme », ferme les yeux sur les exactions du régime turc et ménage son leader au nom du « risque migratoire ».

Ce dernier, de plus en plus conjugué au « risque terroriste », permet dorénavant de porter atteinte à ce qui était présenté comme un des acquis les plus précieux de la construction européenne : la liberté de circulation au sein de l'UE. De multiples frontières internes se sont ainsi durablement refermées (entre l'Italie et l'Autriche, l'Italie et la France, l'Allemagne et le Danemark...). Le retour de ces barrières marque une nouvelle étape dans la construction d'une Europe fondée sur la peur et le rejet, sans que ces dispositions sécuritaires suffisent à satisfaire celles et ceux pour qui les sentiments xénophobes doivent être le principal ressort des politiques publiques.

Les années 2010 ne sont pas les années 1930, mais c'est bien à un nouveau « suicide de l'Europe¹ » que nous assistons. S'il ne s'agissait que de celui d'une organisation régionale, il serait possible de reconstruire sur ces débris. Depuis des années, par son travail de dénonciation et de documentation du traitement réservé aux étrangers aux frontières de l'Europe, Migreurop alerte sur le fait que ce sont des principes et des droits qui sont ainsi mis en pièces. La force de son réseau et de son implantation géographique, notamment sur le continent africain, lui permet d'agir pour que cette course à l'abîme n'entraîne pas d'autres régions dans sa chute : ainsi, les « *migration compact* » (derrière ces mots destinés à occulter se négocient des accords politico-commerciaux avec des pays tels que le Niger, le Soudan, l'Éthiopie...) conduisent à la fois au renforcement de régimes particulièrement répressifs et à la fermeture d'espaces circulatoires intra-africains absolument nécessaires à la survie de celles et de ceux qui les empruntent au quotidien.

¹ Expression empruntée à Stefan Zweig qui l'utilisa notamment dans *Le monde d'hier : Souvenirs d'un européen*, ouvrage rédigé en 1941.

Nos analyses et nos cartes (2016 a été notamment marquée par la publication de la 6^{ème} « Carte des Camps » et le lancement de la préparation de la 3^e édition de notre *Atlas des Migrants*) sont autant d'instruments pour des luttes communes par-delà des frontières européennes qui, chaque année, tuent par milliers celles et ceux avec qui, et pour qui, nous militons, au nom de droits partagés, notamment celui de circuler librement.

II – LE RESEAU MIGREUROP

Créé en 2002, constitué en association de droit français depuis 2005, le réseau Migreurop – dont le siège est situé à Paris (France) – est constitué en 2016 de **quarante-sept associations et cinquante-cinq membres individuels** (voir II-Le fonctionnement) **répartis dans dix-sept pays d’Afrique, du Moyen-Orient et d’Europe**. Sa création est liée à la mobilisation autour du camp de Sangatte dans le Nord de la France, figure emblématique, entre 1999 et 2002, des politiques destinées à concentrer et à confiner des étrangers dans des lieux en marge, éloignés de la société et échappant au contrôle des institutions démocratiques.

Les « camps d'étrangers », selon la terminologie de Migreurop, ont pour cette raison constitué l'un des premiers axes de travail du réseau qui a édité une « [carte des camps d'étrangers en Europe](#) », dont la dernière mise à jour a été réalisée en 2016, et, depuis décembre 2013, une « [cartographie dynamique de l'enfermement des étrangers](#) », disponible en ligne et actualisée régulièrement.

Parmi les objectifs du réseau, « *identifier, faire connaître, dénoncer et combattre les dispositifs européens de mise à l'écart des migrants et demandeurs d'asile jugés indésirables* » restent des objectifs prioritaires. C'est dans ce cadre que Migreurop a été l'un des premiers acteurs à parler d'« externalisation » de la politique d'immigration et d'asile de l'UE. Le réseau souhaitait souligner les dangers d'un processus qui consiste, sous couvert d'un partenariat inéquitable, à sous-traiter à des pays « tiers » la lutte contre l'immigration, voire le traitement de la demande d'asile, et à délocaliser les contrôles migratoires bien en amont de leur matérialisation physique aux frontières européennes.

Contre la détention des étrangers et pour la liberté de circulation

Les principales revendications du réseau Migreurop concernent la suppression des lieux de détention administrative réservés aux migrants² et « *un changement radical dans les politiques migratoires afin de rendre possible la liberté d'aller, de venir et de s'installer pour toutes et tous, liberté qui constitue l'indispensable corollaire de la défense des droits des migrants*³ ».

Migreurop s'est donné pour mission de sensibiliser les militants associatifs, le « grand public » mais aussi les élus nationaux et européens, par la voie de campagnes pédagogiques destinées à mettre en évidence l'incompatibilité de certains dispositifs de contrôle migratoire et de surveillance frontalière avec le respect des droits humains des migrants.

Ne bénéficiant du soutien d'aucun fonds public ni au niveau européen, ni au niveau national⁴ – ses principaux bailleurs étant des fondations privées (voir III-Le fonctionnement/d et e), – le réseau Migreurop s'adresse aux institutions européennes et aux gouvernements via ses campagnes, par la diffusion de sa documentation et par voie de communiqués de presse (voir VII-Communication/a).

² Migreurop, [Pour la fermeture des camps d'étrangers en Europe et au-delà](#), 18 juin 2010.

³ Migreurop, [Appel solennel pour la liberté de circulation](#), 18 décembre 2013.

⁴ Hormis quelques réserves parlementaires et, en 2016, le solde de deux projets pluriannuels soutenus par la région Ile-de-France et désormais clôturés.

III – LE FONCTIONNEMENT

a. Les instances

La gouvernance du réseau Migreurop repose pour une large part sur la composition, les missions et le fonctionnement du **Conseil d'administration** (CA). Le CA est en charge des décisions stratégiques, qui dépassent la gestion quotidienne de l'association (investissements, décisions thématiques, positionnements politiques, suivi des ressources humaines, etc.) confiée à une équipe salariée (2,75 ETP) et au bureau (six membres bénévoles élus par le CA).

Les membres du CA se réunissent trois fois par an dans les pays où les associations membres sont présentes. Entre les réunions, les membres du CA échangent par e-mail sur une liste dédiée (migreurop-ca@rezo.net).

Le **Bureau** assure la gestion et la représentation politique entre deux réunions du CA. Les membres du Bureau sont en contact constant avec l'équipe salariée et se réunissent tous les deux mois (à Paris/par audioconférence) afin d'échanger sur la mise en œuvre quotidienne des activités et répondre aux besoins urgents du réseau. En parallèle, les membres du Bureau échangent par e-mail sur une liste dédiée (migreurop-bureau@rezo.net) et ses membres parisiens sont en contact constant avec l'équipe salariée.

Les instances du réseau ont été renouvelées à l'occasion de l'Assemblée Générale (AG) qui s'est tenue à Bruxelles les 13 et 14 juin 2015. La prochaine AG est prévue en mai 2017.

Le CA est composé de dix-huit membres, dont quatre membres individuels, issus de six pays :

- Membres associatifs : AMDH Mauritanie ; Arci (Italie) ; Gisti, Fasti, Anafé, La Cimade (France) ; Sos Racismo (Espagne) ; Ciré, LDH, CNCD 11.11.11 (Belgique) ; Barbed Wire Britain (Royaume-Uni) ; AMDH Maroc ; AME et Aracem (Mali)
- Membres individuels : Lydie Arbogast ; Olivier Clochard ; Sara Casella Colombeau et Yasmine Flitti

Lors de sa première réunion, le 14 juin 2015 à Bruxelles, le nouveau CA a élu Emmanuel Blanchard (Gisti, France) Président du réseau, ainsi que les membres du Bureau, désormais composé de quatre membres associatifs et de deux membres individuels :

- Membres associatifs : Gisti (France), présidence ; AMDH Mauritanie, vice-présidence ; Fasti (France) et Arci (Italie), postes transversaux
- Membres individuels : Olivier Clochard, secrétaire, et Yasmine Flitti, trésorière.

En 2016, le bureau de Migreurop s'est réuni six fois et le CA trois fois, dont une en audio-conférence.

Des temps d'échanges informels, d'autoformation, de mutualisation des informations, des outils et des analyses ont été accolés aux réunions présentiels du CA : échanges autour de la mal nommée « crise des réfugiés » le 8 avril, des situations locales et des urgences politiques le 26 novembre, autoformation sur les outils cartographiques du réseau le 9 avril.

b. L'équipe

La **coordination** du réseau est assurée par une équipe de trois salariées : une coordinatrice administrative et financière, à trois cinquième de temps, Elisabeth Baudin (arrivée en mars 2013), et deux coordinatrices opérationnelles à temps plein, Alessandra Capodanno (arrivée en septembre 2012) et Brigitte Espuche (arrivée en février 2015).

Le travail de coordination du réseau et des activités est soutenu par la présence de stagiaires (deux par an, chacun.e pour une période de 6 mois).

c. Les membres

Migreurop est actuellement composé de **quarante-sept associations et cinquante-cinq membres individuels**, basés dans dix-sept pays d'Afrique, du Moyen Orient, et d'Europe, ainsi que de deux membres observateurs : l'Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme (AEDH) et le Secours Catholique (France).

Deux membres individuels et un membre associatif (Emmaüs Europe) ont rejoint le réseau en 2016.

Ci-dessous, la liste complète des membres associatifs du réseau, par pays/région⁵ :

ALLEMAGNE Border Monitoring Europe

BELGIQUE CIRE Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers | CNCD 11.11.11 Centre National de Coopération au Développement | LDH Ligue des Droits de l'Homme | SAD Syndicat des Avocats pour la Démocratie

CHYPRE KISA

EGYPTE EFR Egyptian Foundation for Refugee Rights

ESPAGNE Andalucía Acoge | APDHA Asociación Pro Derechos Humanos de Andalucía | CEAR Comisión Española de Ayuda al Refugiado | ELIN | Federación SOS racismo | ACSUR Las Segovias

FRANCE ACORT Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie | ACT UP | ANAFE Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Etrangers | ATMF Association des Travailleurs Maghrébins de France | La Cimade | FASTI Fédération des Associations de Solidarité avec Toutes et tous les Immigré-e-s | FTCT Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives | GAS Groupe Accueil et Solidarité | GISTI Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés | IPAM Initiatives Pour un Autre Monde | JRS France Jesuit Refugee Service | MRAP Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

ITALIE ARCI Associazione Ricreativa Culturale Italiana | ASGI Associazione Studi Giuridici sull'Immigrazione | Melting Pot | NAGA Associazione volontaria di assistenza socio-sanitaria e per i diritti di stranieri e nomadi

LIBAN Frontiers

MALI AME Association Malienne des Expulsés | ARACEM Association des Refoulés d'Afrique Centrale au Mali

MAROC ABCDS-Oujda Association Beni Znassen pour la Culture, le Développement et la Solidarité | AMDH Association Marocaine des Droits Humains | Chabaka | GADEM Groupe Antiraciste d'accompagnement et de Défense des Etrangers et Migrants | Pateras de la vida

MAURITANIE AMDH Association Mauritanienne des Droits de l'Homme

PORTUGAL SOLIM Solidaridade Imigrante

ROYAUME UNI Statewatch | Barbed Wire Britain Network

SUISSE Solidarité sans frontières

TOGO Attac Togo | Visions solidaires

TUNISIE FTDES Forum Tunisiens des Droits Économiques et Sociaux

TURQUIE HCA/RASP Helsinki Citizen Assembly Refugee Advocacy Support Program

EUROPE Emmaüs Europe

Membres observateurs : AEDH (Association Européenne pour la Défense des droits de l'Homme) | Secours Catholique (France)

⁵ Pour des raisons de confidentialité, la liste des membres individuels n'est pas publique.

d. Les finances

Tableau des produits	2015	2016
Fonds privés	161 944	149 662
Fondation de France	30 500	37 400
CCFD Terre Solidaire	37 500	30 000
Fondation Un Monde Par Tous	16 500	15 000
Secours Catholique	25 000	20 000
European Programme for Integration and Migration	52 444	
Global Fund for Human Rights		29 129
Open Society Initiative for Europe		18 133
Fonds publics	38 250	31 150
Ile-de-France, dispositif FRDVA	11 250	3 750
Ile-de-France, dispositif Méditerranée	11 000	11 000
Réserves parlementaires	16 000	16 400
Autres	32 924	42 168
Cotisations et dons	12 050	30 561
Ventes de l'Atlas et droits d'auteurs	1 604	1 871
Prestations de service	14 950	3 911
Autres produits de gestion courante	4 320	5 825
Produits financiers	262	470
Intérêts livret bleu	262	470
Total	233 380	223 450

e. Les soutiens



IV – INVESTIGATION

a. Les missions

Missions exploratoires de terrain

Le réseau Migreurop s'intéresse depuis plusieurs années aux **frontières Est de l'Europe**, une des voies de passages clé des personnes en migration pour atteindre leur destination.

Face aux modifications des routes migratoires et aux négociations entre la Turquie et l'UE, la Bulgarie – entrée dans l'UE en 2007 – est devenue un nouveau pays européen de transit pour de nombreux exilés, notamment syriens. En effet, fruit de la mise en place ou du renforcement des dispositifs sécuritaires par les autorités nationales (mur à la frontière avec la Turquie, enfermement systématique des personnes migrantes), le nombre de réfugiés et de migrants a d'abord diminué début 2014 pour augmenter en fin d'année. Fin 2014, 11 000 personnes avaient ainsi demandé l'asile en Bulgarie, contre 8 000 en 2013 et 1 700 en 2012. En 2015, selon le HCR, près de 10 000 migrants ont été interceptés à l'entrée sur le territoire, presque autant ont été arrêtés sur le territoire, et enfin près de 10 000 personnes ont été interceptées au moment où elles cherchaient à quitter le territoire vers la Serbie. Si le nombre de demandeurs d'asile n'a jamais aussi été élevé (20 365 en 2015), au moment de la visite (mars 2016), la capacité des cinq centres d'accueil était d'environ 5 000 places et le nombre de personnes y résidant avoisinait le millier. L'annonce d'Angela Merkel en septembre 2015 d'accueillir davantage de migrants aurait participé à la diminution du taux de remplissage des centres d'accueil, selon le HCR « on est passé de 70 à 80 % de lits occupés à 20-25 % (...). Beaucoup de gens ne vont pas au bout de la procédure, en 2015, près de 16 000 personnes ont vu leur dossier fermé ».

Forte de ces constats, et désireuse de connaître l'évolution de la situation des migrants sur le territoire et aux frontières de ce pays de transit, **Migreurop a réalisé une mission exploratoire en Bulgarie et en Serbie** entre le 22 mars et le 2 avril 2016 : deux membres du groupe « cartographie », Olivier Clochard et Lucie Bacon, y ont participé avec le soutien de Nedialka Tchakalova, volontaire sur place de novembre 2015 à avril 2016 (voir dessous, « L'envoi de volontaire en mission »), et en partenariat avec son association d'accueil, le *Center for Legal Aid-Voice in Bulgaria* (CLA).

Les accès aux centres fermés ont été refusés à notre délégation par « mesure de sécurité ». Toutefois, ses membres ont pu s'entretenir avec le personnel des centres destinés à l'accueil des demandeurs d'asile d'Ovcha Kupel et de Voenna Rampa (Sofia), et dans ce dernier, visiter discrètement l'espace de vie des demandeurs d'asile. En revanche, l'accès aux autres centres d'accueil (Banya, Harmanli et Pastrogor) a été refusé.

Cette mission de terrain a permis de mieux appréhender la situation migratoire en Bulgarie, et de dresser des constats rassemblés dans un rapport interne. Elle a également permis de renforcer le partenariat existant entre Migreurop et le CLA (mission de volontariat conjointe en Bulgarie, collaboration avec la campagne *Frontexit* sur la présence et l'action de Frontex à la frontière bulgare-turque, participation à la 3^{ème} édition de l'Atlas des migrants de Migreurop en 2017).

L'envoi de volontaires en mission

Depuis près de 10 ans, grâce aux programmes de l'association française [Echanges et Partenariats](#) (membre du réseau IPAM, lui-même membre de Migreurop), le réseau envoie régulièrement de jeunes **volontaires sur le terrain** afin de renforcer et développer les liens partenariaux avec ses membres et ses partenaires, collecter de l'information sur des régions ou des thématiques précises en lien avec les axes de travail du réseau Migreurop, mais également stimuler l'engagement des jeunes générations, et permettre un renouveau générationnel de nos structures.

Au cours de l'année 2016, six volontaires Migreurop étaient sur le terrain :

Promotion n°16 : **Elsa Tyszler**, volontaire au sein de l'association membre [Gadem](#) à Rabat (Maroc) en lien avec le projet [Loujna Tounkaranké](#), pour une mission focalisée sur la frontière Nord du Maroc et l'externalisation des frontières européennes en Afrique. Sa mission s'est terminée en janvier 2016, après 11 mois de terrain.

Suite à de nombreuses missions de terrain, elle a rédigé en décembre 2015 un rapport conjoint (Gadem, La Cimade, APDHA, Migreurop) intitulé : « [Ceuta et Melilla : centres de tri à ciel ouvert aux portes de l'Afrique](#) ».

Promotion n°17 (novembre 2015/avril 2016) :

Cécilia Fall, volontaire au sein de la [Plateforme de services aux migrants](#) (PSM), partenaire de Migreurop, à Calais (France). Elle avait pour mission d'appuyer la préparation de nombreux événements militants et culturels visant à informer/sensibiliser le grand public sur les enjeux et l'impact des politiques migratoires européennes actuelles à Calais, et aux autres portes de l'Europe.

Elle a réalisé une [vidéo](#) explicative sur l'expulsion de la zone sud dans la jungle de Calais début 2016.

Louis Imbert, volontaire au sein de l'association [Malaga Acoge](#) (membre de la Fédération *Andalucia Acoge*, elle-même membre de Migreurop) à Malaga (Espagne), pour une mission dans la continuité de celle d'Elsa Tyszler au Maroc, mais focalisée sur les transferts de migrants des enclaves de Ceuta et Melilla vers la péninsule espagnole, les bureaux asile et les refoulements à chaud.

Il a réalisé un [PREZI](#) sur « la crise migratoire » et a travaillé sur l'actualisation de la fiche pays Espagne (mise en ligne prévue pour 2017).

Nausicaa Preiss, volontaire au sein de l'association turque [Mülteci-Der](#) à Izmir, pour une mission focalisée sur la situation des migrants sur le territoire et aux frontières de la Turquie, notamment en Mer Egée, dans le cadre des négociations entre l'UE et la Turquie, et en soutien des activités de la plateforme [Watch the Med](#).

Elle a réalisé une [vidéo](#) sur la déclaration UE-Turquie et la situation des demandeurs d'asile sur le territoire turc et rédigé une fiche pays Turquie (mise en ligne prévue pour 2017).

Nedialka Tchalakova, volontaire au sein de l'association partenaire [Center for Legal Aid-Voice in Bulgaria](#) à Sofia (Bulgarie), pour analyser l'impact de l'adhésion de ce pays sur la problématique migratoire et le respect des droits fondamentaux des personnes en migration. Elle a notamment participé à la mission conjointe de terrain en Bulgarie.

Promotion n°18 : (avril 2016/janvier 2017) :

Florie Gaillard, à Rabat (Maroc), auprès de l'Association Marocaine des Droits Humains (AMDH - membre de Migreurop), pour préparer les rencontres de Migreurop à Rabat en novembre 2016, et notamment la 6^{ème} étape de l'exposition MBB, la première hors Europe (voir ci-dessous, VII-a et b).

Les volontaires des promotions 17 et 18 ont également réalisé une série d'affiches et de cartes postales sur leurs thématiques de mission, à disposition de toute organisation et personne intéressée.

b. L'« approche hotspot »

Aux fins d'échanger, d'une part, sur « l'approche hotspot », développée par l'UE dans le but de répondre à la - mal-nommée - « crise migratoire » et, d'autre part, sur les effets déjà observables dans un certain nombre de régions déclarées en « première ligne » dans la lutte contre l'immigration, le réseau Migreurop a lancé, dès 2015, une investigation pour faire la lumière sur les dérives liées à cet aspect de la politique migratoire.

Après la mise en place d'une liste de diffusion publique « hotspots » en 2015, le réseau Migreurop a, en 2016, souhaité élargir son champ d'investigation et systématiser les informations recueillies sur « l'approche hotspot » en Europe et au-delà. Il a pour ce faire constitué un comité éditorial autour de plusieurs projets de publications.

Dans le cadre du travail de suivi sur la mise en œuvre de l'approche hotspot, une mission a également été réalisée en **Mauritanie** par trois membres du réseau – Emmanuel Blanchard (Gisti), Sara Prestianni (Arci) et Brigitte Espuche (Migreurop) – entre le 4 et le 9 mars 2016.

L'objectif de cette mission, accolée à une formation interne sur la collecte de données au sein du collectif Loujna-Toukaranké, était de récolter des informations sur les conséquences de l'approche hotspot hors Europe, et notamment en Afrique (rafles, nouvelles formes d'encampement, réformes législatives).

Ainsi, le 6 mars 2016, une réunion de travail a été organisée avec des membres et partenaires du réseau en provenance du Mali (AME), de Mauritanie (AMDH, CRIDEM), du Niger (AEC), du Sénégal (REMIDEV) et de France (La Cimade). Parmi les points abordés : le suivi du plan d'action UE-Afrique élaboré en novembre 2015 à La Valette ; l'insécurité comme nouvel enjeu des migrations, notamment au Sahel ; la présence de Frontex en Afrique ; les changements des routes migratoires au vu du renforcement des contrôles dans la sous-région, ainsi que l'enfermement en Mauritanie et dans la sous-région et la nature/l'objet du centre d'Agadez au Niger et de Khartoum au Soudan.

Cette mission a permis d'actualiser le recensement des camps opérationnels en Mauritanie en vue de la 6^{ème} édition de la « Carte des Camps » de Migreurop, grâce notamment à la collaboration de journalistes locaux.

Un groupe de travail (« Externalisation – Afrique ») composé de membres de Migreurop et du collectif Loujna Tounkaranké a également vu le jour à la suite de cette rencontre. Il s'est fixé pour objectif de permettre le suivi des manifestations de l'externalisation des politiques migratoires européennes en Afrique, par le biais, entre autres, de réunions skype mensuelles.

Pour accompagner ce processus et animer ce groupe de travail, un chargé de mission mauritanien a été recruté durant 6 mois (avril/octobre 2016) par Migreurop et l'Association mauritanienne des droits de l'Homme (AMDH), aux fins notamment de rédiger plusieurs synthèses sur les principales négociations entre l'UE et l'Afrique sur les questions migratoires, ainsi que des revues de presse thématiques par pays pour compléter celles de l'organisation partenaire l'Observatoire Ouest-Africain des Migrations.

Par ailleurs, en mai 2016, en parallèle de la 2^{ème} édition du Festival SABIR à Pozzallo (Sicile), le réseau Migreurop a eu l'occasion de visiter le *hotspot* local. Cette visite a été réalisée par une délégation composée de Marie-Christine Vergiat (eurodéputée GUE/NGL, France), Filippo Furri (Migreurop), Erasmo Palazzotto (député italien), et Franco Campanella (sénateur italien), tous deux membres du parti Sinistra ecologia e libertà/Sinistra italiana.

En juillet 2016, le réseau a pu ainsi réaliser une analyse conjointe de « l'approche *hotspot* » grâce au travail de deux membres du réseau qui ont rédigé un *working paper*, document de travail interne en anglais, destiné à approfondir nos connaissances, dégager des pistes d'analyse et renforcer les capacités des membres et des partenaires du projet.

Ce document de travail a été complété par un volet « Afrique » en collaboration avec l'AMDH Mauritanie et notre chargé de mission commun. Les membres et partenaires du réseau ont pu s'approprier ces analyses, notamment via leur déclinaison en outils et supports d'information/décryptage et au travers de rencontres internationales sur ces questions (voir VII-b et c).

V - MOBILISATION

a. La mobilisation [*Close the Camps*](#)

Les membres du réseau ont souhaité, notamment depuis l'AG de juin 2015 et le CA qui s'est tenu en décembre de la même année, rationaliser les activités autour de la détention administrative des étrangers et les regrouper dans un seul et même groupe de travail et mettre davantage en avant, dans les actions et la communication autour de cette question, l'objectif de la **fermeture des camps**.

Ainsi, courant 2016, pour éviter la dispersion des ressources, le manque de cohérence et de visibilité du message, un **groupe** et une liste de travail dédiée « **Mobilisation *Close the Camps*** » ont été mis en place et rassemblent aujourd'hui une vingtaine de personnes⁶.

La Cimade et La Fasti se sont jointes à la coordination, portée jusqu'ici par Olivier Clochard, Alessandra Capodanno (Migreurop) et Laure Blondel (Anafé)⁷.

⁶ Membres associatifs du réseau : AME (Mali), Ciré (Belgique), LDH Belgique, Sos Racismo (Espagne), Fasti (France), La Cimade (France), Arci (Italie), AMDH Mauritanie, Barbed Wire Britain (Royaume-Uni).

Membres individuels du réseau : Bénédicte Michalon, Elsa Tyszler, Louise Tassin, Lydie Arbogast, Morgane Dujmovic, Olivier Clochard.

Membres du groupe « cartographie » : Laurence Pillant (géographe, Telemme), Eva Spiekermann, Lucie Bacon (géographe, Migrinter/Telemme), Olivier Pissoat (géographe, ADESS/Passages, CNRS).

Lors de sa première réunion, le 2 mars 2016, ce groupe a décidé de se focaliser sur les thématiques suivantes : l'externalisation de la détention/de l'encampement ; l'enfermement et les logiques de fichage et de tri aux frontières de l'Union européenne ; les autres formes de mise à l'écart, à géométrie variable qui peuvent constituer des antichambres de l'enfermement.

A court terme, il ne s'agit pas de mettre en place une nouvelle campagne, mais bien de réorganiser les activités en cours/prévues et prendre le temps de réfléchir à une véritable campagne qui pourra être lancée ultérieurement.

Ces évolutions ont été communiquées officiellement le 23 mai 2016 (voir la communication « [La campagne Open Access Now laisse place à la mobilisation Close the Camps](#) » et la [présentation actualisée du projet Close the Camps](#)).

En parallèle, les membres du groupe se sont consacrés à l'actualisation des informations renseignées dans la base de données à laquelle est relié le site www.close.thecamps.org.

Ce travail a permis dans un premier temps une **mise à jour des données** affichées sur le site, effectuée fin février 2016. Plus précisément, ont été mises à jour les fiches pays et les listes des centres opérationnels de 25 pays (20 pays membres de l'UE et/ou de l'espace Schengen, 2 pays des Balkans et 3 du bassin méditerranéen⁸). Cette actualisation a également été l'occasion d'ajouter, en introduction des fiches d'une dizaine de pays (Allemagne, Chypre, Egypte, France, Grèce, Italie, Liban, Maroc et Sahara Occidental), des éléments de contexte destinés à compléter les données quantitatives fournies et de corriger/expliciter d'éventuels biais liés au degré d'informations disponibles.

Dans un deuxième temps, ces données ont été davantage complétées et vérifiées dans le cadre de la réalisation de la **6^{ème} édition de la Carte des Camps de Migreurop**. Principal objectif du groupe pour l'année 2016, la Carte a été publiée en octobre 2016 et est présentée ci-dessous parmi les publications du réseau (voir VI-b).

Une **édition en arabe du site** a également été mise en ligne en novembre 2016, grâce au soutien de prestataires spécialisés à et l'implication des membres de l'AMDH Maroc : www.ar.close.thecamps.org.

Tout au long de l'année 2016, les membres du groupe ont également apporté leur contribution aux **publications** du réseau : outre la Carte des Camps, la 4^{ème} Note de Migreurop sur les *hotspots*, un rapport sur la privatisation de l'enfermement et la mise en branle de la 3^{ème} édition de l'Atlas (voir ci-dessous, VI-b). Ce groupe a, enfin, porté l'organisation de plusieurs **initiatives de sensibilisation**, dont une rencontre internationale sur l'encampement qui s'est tenue à Rabat le 26 novembre 2016 (voir ci-dessous, VI-c).

b. La campagne [Frontexit](#)

Frontexit est une campagne inter-associative et internationale de défense des droits des personnes en migration aux frontières extérieures de l'Union européenne.

Co-coordonnée par les réseaux Migreurop et Euromed Droits depuis fin 2015, elle regroupe [19 associations](#), des chercheurs et des individus issus de la société civile du Nord et du Sud de la

⁷ Il serait, néanmoins, souhaitable que d'autres membres participent du renforcement de la coordination des chantiers autour de l'enfermement et il serait important qu'il s'agisse de membres non français et si possible non européens afin que la coordination soit représentative de l'un des focus du groupe, à savoir l'enfermement hors Europe.

⁸ Schengen : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Roumanie, Suède ; Balkans : Bosnie-Herzégovine, Moldavie ; Bassin méditerranéen : Maroc, Sahara Occidental, Israël.

Méditerranée (Belgique, Cameroun, France, Italie, Mali, Maroc, Mauritanie, organisations internationales, réseaux européens et euro-africains).

L'objectif de *Frontexit* est double : informer un large public sur les dérives auxquelles donnent lieu les opérations de Frontex en matière de respect des droits de l'Homme, et dénoncer ces dérives auprès des représentants politiques directement impliqués.

Plus concrètement, à travers ses actions d'investigation, de contentieux, de sensibilisation et d'interpellation politique, la campagne réclame : la transparence sur les mandats, les responsabilités et les actions de Frontex ; la suspension des activités de l'agence identifiées comme contraires aux droits humains ; l'annulation du règlement créant Frontex, s'il est démontré que son mandat est incompatible avec le respect des droits fondamentaux.

Sous prétexte d'une prétendue « crise migratoire » en 2015, l'agence européenne de surveillance des frontières externes Frontex a vu son rôle renforcé dans la lutte contre l'immigration dite clandestine.

L'agence européenne a ainsi vu ses moyens et prérogatives accrus en 2016, avec le renforcement de son mandat en septembre 2016 : augmentation de son budget, extension de son mandat au niveau géographique (Etats membres) et matériel (lutte contre le terrorisme), rôle prégnant dans les *hotspots* et renforcé en matière de retours.

En 2016, les membres de *Frontexit* se sont essentiellement concentrés sur le **nouveau mandat** de Frontex. Ils ont pour ce faire publié :

- **Quatre communiqués de presse :**
 - o « [Les députés européens s'apprêtent à voter pour la création d'une nouvelle agence Frontex : un déni des droits humains](#) », 31 mai 2016
 - o « [Plus dangereuse, plus opaque, plus puissante : les députés européens doivent dire non à la nouvelle Frontex](#) », 1^{er} juillet 2016
 - o « [Nouveau mandat de l'agence : l'UE s'obstine dans sa guerre contre les migrants et les réfugiés](#) », 7 juillet 2016
 - o « [Renforcement de l'agence Frontex : l'UE reste sourde aux cris d'alarme des ONG](#) », 22 septembre 2016
 - **Une lettre à l'intention des parlementaires européens** pour les alerter sur les risques induits par cette révision
 - **Une analyse** sur le nouveau mandat de Frontex : « [Une agence de garde-côtes et de garde-frontières européenne inquiétudes sur le mandat de la "nouvelle Frontex"](#) », avril 2016
 - **Un argumentaire interne** autour du nouveau mandat de Frontex et de ses conséquences potentielles
- Les membres de *Frontexit* ont également **participé à une mobilisation collective contre le vote de la nouvelle Frontex devant le Parlement européen** à l'appel du collectif « Pour une autre politique migratoire », le 5 juillet 2016 : « [Manifestation contre la nouvelle agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes](#) ».

Par ailleurs, le règlement européen sur les interceptions maritimes dans le cadre des opérations conjointes de Frontex ayant été **intégré au nouveau mandat de l'agence**, *Frontexit* a finalisé son argumentaire juridique et politique à ce sujet.

Au vu de l'actualité européenne, des négociations de l'UE avec les pays « tiers » et du rôle prégnant de Frontex en la matière, les membres de la campagne finalisent la mise à jour des documents de travail sur la **coopération de l'agence avec les Etats non membres de l'UE**, de façon générale, et avec les pays ouest-africains en particulier.

c. Les partenariats internationaux

La coalition *Boats4People*

Le réseau travaille sur le droit des migrants en mer au travers de sa participation à la coalition *Boats4People* (B4P), née en 2011 pour interpeller les gouvernants à propos des milliers d'exilés qui, chaque année, meurent aux frontières de l'Union Européenne en tentant de les atteindre.

Le réseau est aujourd'hui impliqué dans la coalition *Boats4People* via ses membres, dont La Cimade et La Fasti co-animent depuis un an le comité de pilotage.

Suite à une mission conjointe (ARCI, Migreurop, La Cimade, B4P), en novembre 2015 en Italie (Milan, Rome, Catane, Syracuse, Pozzallo) sur les opérations de surveillance, de contrôle et de sauvetage dans le canal de Sicile, il a été décidé de concentrer le travail de la coalition en 2016 sur la question des disparus en migration et de la gestion du deuil.

Pour ce faire, ont été réalisés :

- La [traduction en espagnol](#) du guide de Pro Asyl à l'intention des marins pour agir et assister les migrants en situation de détresse en mer
- **un rapport de mission** interne issu de la mission effectuée en Italie. Celui-ci a également alimenté un rapport public, paru le 2 juin 2016 et issu des observations menées lors de trois missions de terrain à Calais, Ceuta et Melilla et en Italie, réalisées en 2015 par La Cimade, en partenariat avec l'ARCI, le Gadem, Migreurop, APDHA et Boats4People, et intitulé « [Frontières européennes : défense d'entrer ?](#) »
- **une brochure de sensibilisation sur les droits des migrants en mer** sur le modèle de celui réalisé dans le cadre de la campagne *Frontexit*, intitulé « [Morts et disparus en mer – La Méditerranée, une mer devenue frontière](#) », et paru en novembre 2016
- **un outil d'information destiné aux familles de migrants disparus ou morts en mer** portant sur la question du deuil et la gestion des corps en Italie, sur la base des informations collectées lors de la mission de novembre 2015 en Italie (à paraître).

La plateforme *Watch The Med*

La Plateforme *Watch the Med* (WtM) est un projet d'observation de la Méditerranée conçu par la société civile pour répondre à l'inaction des gouvernements face aux milliers de naufrages en mer. Il s'agit d'une plateforme en ligne visant à cartographier et documenter les violations des droits des migrants en mer méditerranée. Grâce à la collaboration entre migrants, chercheurs, et militants associatifs, elle entend faire pression sur les autorités afin de faire respecter le droit de la mer.

Migreurop souhaite continuer à apporter son soutien au travail de *Watch The Med*, notamment via :

- l'implication d'un membre du comité de pilotage de *Boats4People* dans son comité éditorial
- la collaboration directe autour de l'échange d'informations et de contacts, le suivi et l'analyse des cas de violations des droits des migrants en mer
- la collaboration avec *Frontexit*, notamment en ce qui concerne les opérations en mer de l'agence Frontex
- l'envoi de volontaires sur le terrain pour soutenir le travail de WtM ou de l'[Alarmphone](#), un numéro d'urgence pour les migrants en détresse en mer (comme ce fut le cas avec Nausicaa Preiss en Turquie, en 2016).

Le groupe de travail « Externalisation – Afrique »

Dès 2015, Migreurop lance une investigation sur les dérives de « l'approche *hotspot* » érigée par l'UE en mai 2015 dans le cadre de son nouvel agenda migratoire.

Après s'être focalisé sur le tri et l'encampement en Europe, le réseau s'est intéressé à l'externalisation de cette approche et au renforcement des capacités répressives des Etats « tiers », notamment africains, en échange de fonds destinés à fixer dans les populations leurs sous-régions d'origine, populations considérées d'emblée comme des « migrants économiques » indésirables (*Trust fund for Africa* issu des Conclusions du Sommet euro-africain de la Valette en novembre 2015).

A l'occasion d'une rencontre à Nouakchott (Mauritanie), Migreurop a lancé, le 6 mars 2016, un groupe de travail sur les manifestations de l'externalisation des politiques migratoires européennes en Afrique (entraves à la liberté de circulation, encampement, pratiques à l'intérieur des lieux de privation de liberté, négociation d'accords avec l'agence Frontex, l'UE et ses Etats membres, etc...). Le groupe est composé de membres de Migreurop et du collectif Loujna Tounkaranké.

Pour appuyer notamment ce processus, le réseau a recruté durant 6 mois un chargé de mission mauritanien, en partenariat avec l'Association mauritanienne des droits de l'Homme (voir ci-dessus, « L'approche *hotspot* »).

Durant l'année 2016, le groupe « Externalisation - Afrique » initié par Migreurop s'est réuni chaque mois. Depuis fin 2016, il est devenu un groupe conjoint Migreurop/Loujna Tounkaranké et vise à collecter de l'information sur la situation des pays d'Afrique (essentiellement de l'Ouest) grâce à un travail de veille/collecte et systématisation des infos sur des sujets d'intérêt commun (coopération UE/Afrique - notamment post La Valette -, militarisation des frontières, encampement, etc.).

VI – SENSIBILISATION

a. L'exposition *Moving Beyond Borders*

Le projet d'exposition *Moving Beyond Borders* (MBB), coordonné par Sara Prestianni et Olivier Clochard (membres individuels du réseau) a vu le jour en 2014. Il est né du croisement de plusieurs domaines d'action au sein de Migreurop, et des créations cartographiques et photographiques qui y sont liées. Mise en scène par « [Etrange Miroir](#) », l'exposition est interactive, multimédia et accessible à tous. Son objectif est double : en apportant aux publics non spécialistes des éléments de compréhension sur les nombreux « drames de la migration », elle vise à lutter contre les préjugés et les idées reçues sur les migrants, ainsi qu'à dénoncer les politiques de mise à l'écart des exilés jugés indésirables sur le territoire européen. Cette exposition est donc un outil de sensibilisation « tout public », inscrit dans une perspective à la fois militante et artistique.

Inaugurée en juin 2015 à Bruxelles et présentée à Calais en décembre de la même année, dès 2016 elle a fait étape en France, en Italie et au Maroc.

Du 21 janvier au 6 février 2016, MBB a été accueillie au sein d'*Anis-Gras – le lieu de l'autre*, à **Arcueil**, en banlieue sud de Paris, dans le cadre du [cycle L'art, l'autre et l'hospitalité](#).

Plusieurs des membres français de Migreurop, ont contribué à l'animation du cycle et de cette 3^{ème} étape de l'exposition (tables d'information, conférences et débats) qui a été marquée par la table-ronde *La cartographie à l'épreuve de la représentation des flux migratoires* (voir ci-dessous, VI-c).

Selon les estimations d'*Anis-Gras*, au moins 800 personnes ont visité l'exposition lors de son séjour à Arcueil.

Du 10 au 15 mai 2016, l'exposition a été mise en scène à **Pozzallo** (Sicile) dans le cadre de la 2^{ème} édition du **festival des cultures méditerranéennes *Sabir***, promu par plusieurs associations italiennes dont les membres de Migreurop Arci et Asgi, en collaboration avec la municipalité.

Inaugurée le 12 mai, conjointement à l'exposition photographique *One Way – Senza voltarci indietro* de Stefano Schirato, soutenue par Caritas Italie et portant sur les exilés sur les « routes des Balkans », selon

les estimations de l'équipe du festival et de la municipalité, MBB a été visitée par près 1 000 personnes pendant sa permanence à Pozzallo.

Cette étape de l'exposition a été également l'occasion d'effectuer une visite du *hotspot* de Pozzallo, présentée dans la section « Investigation » du rapport (IV-c).

A l'occasion des [30 ans du laboratoire de recherche Migrinter](#), partenaire du réseau, et en lien avec le colloque international *Penser les migrations pour repenser la société*, MBB a été accueillie du 13 juin au 2 juillet à **Poitiers** (espace La Cave).

Dans le cadre du programme du festival, deux temps d'inauguration ont été spécifiquement dédiés à MBB, les 22 et 23 juin. Deux visites ont également été organisées pour des groupes scolaires, dont l'un était composé de personnes malentendantes. Des chercheurs et doctorants, outre les enseignants, ont également préparé ces visites, les ont accompagnés et ont répondu aux questions des jeunes participants. Selon les estimations des organisateurs, un peu moins de 500 personnes – principalement issues du milieu universitaire – ont visité MBB lors de cette étape.

Une 4^{ème} étape de l'exposition, pour la première fois hors Europe, a eu lieu fin 2016 à **Rabat**. Plus précisément, du 18 novembre au 3 décembre 2016, l'exposition a été accueillie au sein de la Fondation Orient-Occident (FOO), lieu phare de la réflexion sur l'accueil des personnes migrantes au sein de la capitale marocaine.

Cette étape, organisée en collaboration avec l'AMDH Maroc et le Gadem, membres marocains du réseau, et avec le soutien de Florie Gaillard, volontaire Migreurop sur place (promotion 18, avril 2016-janvier 2017), visait à soutenir le travail des organisations engagées au Maroc dans la défense des droits des personnes en migration et la promotion du vivre-ensemble.

Une inauguration informelle a eu lieu le 16 novembre et plusieurs médiations, projections-débats ont été suivies par des jeunes garçons ayant vécu un parcours de migration, des militants associatifs, y compris des femmes engagées sur les questions de genre. De plus, un temps festif, artistique et militant autour de l'exposition a été organisé le 25 novembre en présence de l'ensemble des membres du CA de Migreurop, de plusieurs représentants du collectif *Etrange Miroir*, de nombreux militants locaux, des équipes et du public de la FOO. La soirée s'est conclue avec un concert de musique afro gnaoua, organisé en partenariat avec l'association Racines.

Cette initiative a également permis de marquer le lancement de la 6^{ème} édition de la Carte des Camps de Migreurop, disponible pour la première fois en arabe.

Environ 750 personnes ont visité l'exposition lors de cette étape, près de 200 ont participé aux animations organisées.

Durant ces différentes étapes, grâce à sa visée pédagogique, l'exposition a permis une mise en perspective par le « grand public » des trajectoires migratoires et des entraves que les personnes en migration rencontrent. Par ailleurs, via des conférences, médiations, ateliers et débats, MBB a tissé un dialogue intersectoriel entre associations, chercheurs, activistes, étudiants, exilés, citoyens solidaires etc.

Tout au long de l'année, des **outils multilingues** visant à accompagner l'itinérance de l'exposition ont été mis en place en lien avec *Etrange Miroir* et Kareron : une fiche technique, une fiche inventaire, une notice de montage et exploitation (français, anglais, espagnol, italien et arabe), un vidéo teaser de 2 minutes (français et anglais), un flyer et un poster (français, anglais, espagnol, italien et arabe), un dossier de presse (français et anglais), un album de photos de l'exposition libres de droits, une page facebook.

Un « livret des médiations » a également été réalisé, en anglais et en français. Ce livret, adressé aux salariés et bénévoles des structures qui organisent et animent des étapes de MBB, vise à faciliter l'appropriation de cet outil. Il est accompagné de fiches visites, se basant sur les parcours « testés » lors des étapes qui ont eu lieu depuis l'inauguration de MBB en juin 2015.

L'ensemble de ces outils, ainsi que des fiches parcours supplémentaires et des supports pour la préparation de médiations autour de MBB, sont accessibles dans une archive en ligne

(www.hubic.com/mbb.expo@gmail.com/ Migreuropmbb2016) qui est mis à la disposition de toutes les organisations qui accueillent l'exposition.

b. Les rencontres

La table-ronde [La cartographie à l'épreuve de la représentation des flux migratoires](#)

Le 20 janvier, à l'occasion du [vernissage de l'exposition MBB](#) à *Anis Gras - Le lieu de l'Autre*, à Arcueil, Migreurop a organisé une rencontre publique portant sur la représentation cartographique des mouvements migratoires. Les cartes présentées abordaient des enjeux de forme (flux, stocks) et de fond (cohérence et disponibilité des données). Animée par des membres du groupe cartographie de Migreurop, cette rencontre a rassemblé une cinquantaine de personnes.

La rencontre internationale [Encampment, enfermement et tri : désolation\(s\) et mobilisation\(s\) aux frontières de l'Union](#)

Cette rencontre, qui s'est tenue le 26 novembre à Rabat, a été organisée avec le soutien de l'AMDH, du Gadem et de Florie Gaillard (volontaire sur place), en lien avec l'étape de l'exposition MBB à la Fondation Orient-Occident, mais aussi avec la sortie de la Carte des Camps et la mise en ligne du site *Close the Camps* en arabe.

Elle a permis de dresser un état des lieux des formes de privation de liberté et de mise à l'écart que subissent les étrangers en Europe (Italie, Royaume-Uni) comme en Afrique (Maroc, Sahara Occidental, Mauritanie), de dénoncer les violations des droits qu'elles engendrent, mais aussi de rendre visibles les actions de soutien et les mobilisations qui existent, notamment celles portées par les migrants eux-mêmes, et de réfléchir à des actions collectives contre tout lieu d'enfermement des étrangers.

Plus de 150 personnes, principalement membres d'associations marocaines et d'associations de migrants actives au Maroc, ainsi que des activistes internationaux et des universitaires, ont pris part à cette rencontre.

S'il n'a pas été possible de lancer la version arabe du site *Close the Camps* à cette occasion pour des raisons liées au contexte marocain, il est important de souligner que nombre d'interventions – au programme, comme depuis la salle – ont porté sur les réalités de l'enfermement des étrangers sur le territoire du Royaume et au Sahara occidental.

c. Les publications

L'année 2016 a été marquée par la volonté du réseau de partager le plus largement possible les constats, analyses et revendications issus de ses investigations, par la mise en place de supports d'auto-formation, et d'outils d'information et de sensibilisation :

La note d'analyse de Frontexit, [Une agence de garde-côtes et de gardes-frontières européenne. Inquiétudes sur le mandat de la « nouvelle Frontex »](#)

Pour mieux « défendre l'espace Schengen », la Commission européenne a proposé en décembre 2015 de renforcer le mandat de Frontex, devenue le 16 septembre 2016 l'agence européenne de garde-côtes et de garde-frontières. Celle-ci est désormais dotée de davantage de moyens et de prérogatives, et son mandat a été élargi substantiellement (lutte contre l'immigration irrégulière, le crime transfrontalier et le terrorisme) et territorialement (frontières extérieures et Etats membres). Face à une agence plus puissante que jamais, les membres de la campagne *Frontexit* ont rédigé en avril 2016 cette analyse du nouveau mandat proposé et de son impact sur les droits fondamentaux des personnes en migration.

Le rapport conjoint, [Frontières européennes. Défense d'entrer ?](#)

Ce rapport d'observation a été publié en juin 2016, à l'issue de trois missions de terrain en Italie et aux frontières **hispano-marocaine et franco-britannique**, organisées en 2015 par La Cimade en partenariat avec Migreurop, la coalition *Boats4People*, le GADEM et l'APDHA. Il visait à décrypter, à partir d'observations de terrain, les logiques et la mécanique de contrôle mises en œuvre dans trois lieux

symptomatiques : Calais, Ceuta et Melilla et Pozzallo en Sicile. Le rapport a été présenté lors d'une journée de décryptage organisée par La Cimade.

La 6^{ème} édition de la [Carte des Camps de Migreurop, Désolation\(s\) aux frontières de l'Union](#)

Réalisée par Nicolas Lambert sur la base des données disponibles (*Close the Camps*), la 6^{ème} édition de la Carte des Camps a été publiée en octobre 2016 en français, en anglais, en espagnol et, pour la première fois, en arabe.

L'habillage graphique du dépliant de la Carte a été actualisé en collaboration avec Guillaume Moitessier, qui a également participé à la mise en scène de l'exposition MBB. La nouvelle Carte s'accompagne d'un texte d'introduction revenant sur les tendances générales, les continuités et les ruptures depuis la précédente édition et d'un deuxième texte portant sur le recours aux commissariats comme dispositif d'enfermement.

Cette édition a confirmé la diminution du nombre de camps, déjà constatée fin 2015, accompagnée, toutefois, d'une augmentation importante, située en grande partie dans les pays non membres de l'UE, de la capacité des camps recensés.

La [Note de Migreurop n. 4, Des hotspots au cœur de l'archipel des camps](#)

Le travail d'investigation sur « l'approche *hotspot* » mené depuis 2015 a nourri la rédaction de la [4^{ème} Note du réseau](#).

Focalisée sur la dimension européenne de cette approche, cette Note est enrichie par des photographies de Sara Prestianni et par une carte. Il s'agit également de la première Note de la collection avec un nouvel habillage graphique réalisé par Guillaume Moitessier.

Si les *hotspots* sont généralement présentés comme un élément clef de la réponse de l'UE à la « crise migratoire », cette Note vise à mettre en exergue que, pour les concepteurs d'une politique européenne d'asile fondamentalement restrictive, il y a « crise » lorsque les exilés arrivent en nombre dans l'UE. Face aux conflits qui se multiplient aux portes de l'Europe, les États membres, loin d'organiser des conditions d'accueil et de protection à la hauteur des enjeux, se sont donc employés à fermer les voies d'accès empruntées par les exilés.

La 6^{ème} édition de la Carte des Camps et la Note sur les *hotspots* (français, anglais) ont été lancées conjointement le 26 octobre 2016 par la publication d'une tribune intitulée « [Une Europe unie contre les réfugiés](#) », faisant suite au référendum du 2 octobre 2016 en Hongrie (voir ci-dessous, VII-b et l'Annexe « Migreurop dans les médias »).

Le rapport [Sous-traitance et privatisation de l'enfermement des étrangers. La détention des migrants dans l'Union européenne : un business florissant](#)

Paru le 27 novembre en français et en anglais, ce rapport, rédigé par Lydie Arbogast, a été réalisé avec le soutien de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* – bureau de Bruxelles.

En présentant, à travers l'analyse des pratiques dans plusieurs pays européens (France, Royaume-Uni et Italie), les diverses facettes de la privatisation de la détention des étrangers dans l'UE, cette étude décrypte les enjeux de cette « sous-traitance », tant du point de vue des conditions de vie et du traitement des personnes migrantes enfermées que sur le plan des conséquences symboliques et politiques de ces choix.

Une première présentation du rapport a eu lieu à Paris le 11 octobre 2016, dans le cadre de la rencontre [Privatisation des camps d'étrangers : un marché juteux ?](#), organisée par l'Observatoire de l'enfermement des étrangers (OEE).

La 3^{ème} édition de l'[Atlas des Migrants en Europe](#)

Après deux éditions de l'« Atlas des Migrants », paru en français chez *Armand Colin* (2009, 2012) et en anglais chez *The New Internationalist* (2013) et reconnu en 2015 comme ouvrage de référence au sein de l'Éducation nationale française, Migreurop a prévu une refonte en profondeur de cet ouvrage.

Un groupe de travail a été constitué dès 2016 et s'est réuni le 22 janvier, le 26 mai et le 6 décembre. Une première présentation du plan de cette publication a été organisée lors de la réunion du CA d'avril 2016 à Paris.

VII – COMMUNICATION

a. Communiqués de presse

En 2016, Migreurop a publié douze communiqués de presse. Ces communiqués sont présentés ci-dessous par ordre chronologique. La plupart d'entre eux sont écrits conjointement avec d'autres associations.

13/01/2016 : « [Nouvelle étape de *Moving Beyond Borders* du 21 janvier au 6 février 2016 à 'Anis Gras - le Lieu de l'Autre'](#) »

12/02/2016 : « [Alep écrasée sous les bombes - L'UE demande à la Turquie de lui garder ses frontières](#) »

16/03/2016 : « [Accord Union européenne - Turquie : Externaliser pour mettre fin au droit d'asile](#) », Action collective Migreurop – AEDH

27/04/2016 : « [Frontex 2.0 : le bras armé de l'Union européenne se renforce et demeure intouchable](#) », *Frontexit*

04/05/2016 : « [Nuova tappa di *Moving Beyond Borders* a Pozzallo dal 10 al 14 maggio, nell'ambito del festival diffuso delle culture mediterranee Sabir](#) »

23/05/2016 : « [La campagne *Open Access Now* laisse place à la mobilisation *Close the Camps*](#) »

30/05/2016 : « [Les députés européens s'apprêtent à voter pour la création d'une nouvelle agence Frontex : un déni des droits humains](#) », *Frontexit*

10/06/2016 : « [Nouvelle étape de *Moving Beyond Borders* du 14 juin au 2 juillet 2016 à 'La Cave'](#) »

01/07/2016 : « [Plus dangereuse, plus opaque, plus puissante : les députés européens doivent dire NON à la nouvelle Frontex !](#) », *Frontexit*

07/07/2016 : « [Nouveau mandat de l'agence Frontex L'UE s'obstine dans sa guerre contre les migrants et les réfugiés](#) », *Frontexit*

22/09/2016 : « [Renforcement de l'agence Frontex : L'UE reste sourde aux cris d'alarme des ONG](#) », *Frontexit*

b. Migreurop dans les médias

En 2016, une trentaine d'articles – en France ou à l'international – ont fait mention des activités du réseau ou ont fait appel aux analyses de ses membres (voir l'annexe « Migreurop dans les médias »).

Cette présence dans les médias concerne majoritairement la presse écrite et en ligne – nationale le plus souvent, mais aussi locale –, mais également les médias audio-visuels, avec plusieurs émissions et/ou reportages concernant les activités/thématiques de travail de Migreurop dans l'année.

La radio [Fréquence Paris Plurielle](#) du Réseau Education Sans Frontières (RESF) offre également une tribune mensuelle au réseau Migreurop en lui permettant une fois par mois de venir partager ses constats et préoccupations en lien avec ses thématiques de travail.

Les analyses du réseau, comme ses outils d'information, ont également trouvé écho auprès de nombreux médias.

La tribune intitulée « [Une Europe unie contre les réfugiés](#) » - publiée suite au référendum du 2 octobre 2016 en Hongrie, pour marquer le lancement de la 6^{ème} édition de la Carte des Camps et de la Note « *Des hotspots au cœur de l'archipel des camps* » - a notamment été reprise par [Libération](#) (France), [Cridem](#) (Mauritanie), [Jet d'Encre](#) (Suisse), [Blog Migrados](#) de El País (Espagne), [New Internationalist](#) (Royaume-Uni), [Efemeryda Ton Sundakton](#) (Grèce) et [Open Democracy](#) (voir l'annexe « Migreurop dans les médias » pour davantage de détails). Ce texte est disponible en ligne en anglais, bulgare, croate, espagnol, français, grec, italien, macédonien et serbe.

Cette couverture médiatique diversifiée illustre l'expertise tout comme la légitimité du réseau Migreurop en matière de documentation et de décryptage des politiques migratoires européennes et de leur impact en Europe et au-delà.

c. Sites, réseaux sociaux, listes

Pour faciliter l'échange d'informations et la diffusion de ses analyses et constats, le réseau Migreurop s'est doté de plusieurs outils numériques : quatre sites internet, trois comptes Facebook et un compte Twitter, ainsi qu'une liste de diffusion publique et cinq listes de travail ouvertes.

Les sites internet :

- Le site du réseau Migreurop : migreurop.org [FR, EN, ES, IT]
- Le site de la campagne *Frontexit* : frontexit.org [FR, EN]
- Le site de la campagne *Open Access Now* closethecampus.org/open-access-now/ [FR, EN, IT]
- Le site de la cartographie dynamique de l'enfermement des étrangers : closethecampus.org [FR, EN, ES, AR]

Les réseaux sociaux :

- Facebook: Migreurop (7 531 fans) | *Frontexit* (3 500 fans) | *Close the Camps* (1267 fans)
- Twitter: Migreurop (6 012 followers)

Les listes de diffusion ouvertes :

- migreurop@rezo.net – liste de diffusion dite « générale » sur l'ensemble des thématiques de travail de Migreurop (1 551 abonnés)
- migreurop-enfermement@rezo.net – sur l'enfermement des étrangers (163 abonnés)
- migreurop-frontex@rezo.net – sur l'agence Frontex (254 abonnés)
- migreurop-read@rezo.net – sur les accords de réadmissions et autres formes de renvois (177 abonnés)
- migreurop-est@rezo.net – sur les dynamiques migratoires à l'Est de l'Europe (74 abonnés)
- migreurop-hotspots@rezo.net – sur la mise en place de l'« approche *hotspot* » (64 abonnés)

ANNEXE 1

Migreurop dans les médias

De nombreux médias – audio-visuels, presse écrite, d'Europe et d'ailleurs – sollicitent le réseau pour des articles concernant les thématiques de travail de Migreurop et relayent l'activité de Migreurop.

Presse écrite

La Opinión de Málaga (23 janvier 2016), [Voluntad política](#)

Blog Publico (2 février 2016), [Que debe hacer la UE sobre la inmigración ?](#), publication de la préface de l'édition argentine du livre de Claire Rodier [El negocio de la xenofobia](#) (Xénophobie Business)

Publico (20 février 2016), [#RefugeesWelcome: ¿Quién tiene derecho a tener derechos?](#)

Le Lanceur (24 mars 2016), [Sécurité des frontières : l'Europe prête pour des solutions coûteuses et inefficaces ?](#)

L'OBS (1 juin 2016), [Camp humanitaire à Paris : comment nos voisins européens accueillent-ils les migrants ?](#)

La Libre (1 juin 2016), [Des gardes sans frontières pour l'Union](#)

La Vanguardia (6 juillet 2016), [Responsable de MSF en Turquie critica la política de la UE ante refugiados](#)

Union Syndicale Solidaires (6 juillet 2016), [Plus dangereuse, plus opaque, plus puissante les députés européens doivent dire NON à la nouvelle Frontex !](#)

Euranet (7 juillet 2016), [EU lawmakers back a new border agency](#)

Golias (n. 441 - 10 -14 juillet 2016), [Contrôle des flux migratoires, Frontex nouvelle version](#)

Le Point (1 septembre 2016), [Frontex a-t-elle tiré sur des migrants?](#)

Publico (21 septembre 2016), entretien autour de [Xénophobie Business](#)

Center for Art on Migration Politics (9 octobre 2016), [Talks & Performances: DEPORTSPORA: When deportation becomes a way of life](#)

L'Humanité (19 octobre 2016), [Accueil des réfugiés : les villes s'organisent contre « l'Europe de la honte »](#)

Nació Digital (6 novembre 2016), [Els CIE d'Espanya vs Europa: la legislació suau no evita « castigar » els immigrants](#)

Lignes de force (7 novembre 2016), [La détention des migrants dans L'Union européenne : un business florissant](#)

Blog de Luc Shrijvers (7 novembre 2016), [Report Migrant detention in the European Union: a thriving business" / Rapport La détention des migrants dans l'Union européenne : un business florissant](#)

Rebellion.info (10 novembre 2016) [La détention des migrants dans l'Union européenne : un business florissant](#)

Migrations sans frontières (2 décembre 2016), [La détention des migrants dans l'Union européenne : un business florissant – Sous-traitance et privatisation de l'enfermement des étrangers](#)

Plein droit (n. 111 - décembre 2016), Mention du rapport *La détention des migrants dans l'Union européenne : un business florissant*

Les publications des membres Migreurop

Clochard, O. (8, 9 et 10 janvier 2016), [On s'émeut un instant sur le corps d'un enfant, et on oublie... Quel cynisme !](#), *L'Humanité*

Clochard, O. & Maquet, P. (20 janvier 2016), [Étrange Miroir : un reflet insolite des frontières](#), *Mediapart*

Prestianni, S. (26 septembre 2016), [De Rome à Gaziantep, des réfugiés-otages de l'Union européenne](#), *Vision Carto*.

Gournay, A. et Imbert, I. (octobre 2016), [La « carte des camps de Migreurop » : un outil pour lutter contre les camps d'étrangers](#), *La Chronique de la ligue des droits de l'homme*, n. 176

Espuche, B. & Imbert, L. (novembre 2016), [De la crisis de los refugiados/as, a la crisis de Europa](#), *Documentación social Revista de Estudios Sociales y de Sociología aplicada (caritas Espana)*, Vol. 180, pp. 23-48

Espuche, B & Imbert, L. (décembre 2016), [Una crisis migratoria?](#), *Trabalhos Em Curso Multidisciplinar n°2*, Panguila Editora

Furri, F. (2016), [Can Migrants Act? Presenza, organizzazione, visibilità in un orizzonte precario](#), *REMHU*. Brasilia, Vol. 47, pp. 11-26

La tribune « Une Europe unie contre les réfugiés »

CRIDEM (9 octobre 2016), [Une Europe unie contre les réfugiés](#)

Open Democracy (11 octobre 2015), [A Europe united against refugees](#)

Jet d'encre (15 octobre 2016), [Une Europe unie contre les réfugiés](#)

Libération (5 octobre 2016), [En finir avec l'Europe anti-réfujiés](#)

El País, Blog Migrados (20 octobre 2016), [Una Europa unida contra las personas refugiadas](#)

New Internationalist (13 octobre 2016), [A Europe united against refugees](#)

Efsyn (3 novembre 2016), [Μια Ευρώπη ενωμένη κατά των προσφύγων](#)

Ce texte est également disponible sur le [site de Migreurop](#) en bulgare, italien, serbe, macédonien et croate.

Médias audiovisuels

Radio Cité, intervention sur le communiqué de presse *Alep écrasée sous les bombes*, 15 février 2016

France 24, débat sur « UE – Turquie et migrants », 17 mars 2016

Emission 28 minutes, Arté, [Pourquoi le problème migratoire n'est-il pas réglé](#), 14 avril 2016

Radorai 1, émission [Radio Anch'io](#), 13 mai 2016

France 3, émission [La voix est libre](#), 18 juin 2016

Emission 28 minutes, Arté, [Pourra-t-on stopper les flux ?](#), 5 octobre 2016

Émissions mensuelles en partenariat avec le Réseau Éducation Sans Frontières (RESF) sur la radio parisienne Fréquence Paris Plurielles (FPP)

[Le Maroc, laboratoire de l'externalisation des frontières](#), 3 février 2016

[A Calais et en Turquie](#), 2 mars 2016

[Les « hotspots » en Grèce et en Italie](#), 6 avril 2016

[Les « Lieux Nasses » de l'Union européenne : Calais et Melilla](#), 4 mai 2016

[L'externalisation du contrôle des Frontières de l'Europe en Afrique](#), 1^{er} juin 2016

[Les nouveaux mandats de Frontex et l'incendie du CRA de Vincennes](#), 6 juillet 2016

[La politique européenne des hotspots](#), 7 septembre 2016

[La détention des migrants dans l'Union européenne : un business florissant. Sous-traitance et privatisation de l'enfermement des étrangers](#), 5 octobre 2016

[L'évacuation de Calais, les Mineurs, CAO et Hotspots](#), 2 novembre 2016

[Expulsions vers la Turquie et l'Érythrée ; les mineurs isolés de Calais ; l'approche hotspot et la rencontre internationale de Rabat](#), 7 décembre 2016

L'exposition *Moving Beyond Borders*

Emission RESF sur Radio Fréquence Paris Pluriel (13 janvier 2016), [Le Cycle « L'Art, l'Autre, l'Hospitalité » à Anis Gras, à Arcueil](#)

Zegreen (13 janvier 2016), [Moving Beyond Borders, exposition interactive sur les migrants aux frontières à l'Anis Gras d'Arcueil \(94\)](#)

Décryptagéo (15 janvier 2016), [La cartographie à l'épreuve de la représentation des flux migratoires](#)

Mediapart (20 janvier 2016), [Étrange Miroir : un reflet insolite des frontières](#)

Mapado (21 janvier 2016), [Rencontre « La cartographie à l'épreuve de la représentation des flux migratoires](#)

Enlarge your Paris (21 janvier 2016), [Idée #1 : Une expo bouleversante sur les migrants à Arcueil \(94\)](#)

Eventer bee (s.d.), [Rencontre : la cartographie à l'épreuve de la représentation des flux migratoires](#)

Pierre Bourdieu un hommage (8 avril 2016), [L'Europe et ses pouvoirs](#)

La nouvelle république (13 juin 2016), [Une exposition interactive et militante](#)

EU Watchers (15 juin 2016), [Nouvelle étape de « Moving Beyond Borders » à Poitiers](#)

Etab (20 juin 2016), [les 4ème à l'exposition Moving Beyond Borders](#)

Le courrier des Balkans (s.d.), [Cycle l'Art, l'Autre, l'Hospitalité](#)

PCF (21 juin 2016), [Exposition : Moving beyond borders \(Poitiers\)](#)

Collaboration à d'autres projets artistiques

Exposition [Rêver d'un autre monde. Représentations du migrant dans l'art contemporain](#), Centre d'histoire de la résistance et de la déportation, Lyon (4 février – 29 mai)

L'exposition [Habiter le campement](#), Cité de l'architecture et du patrimoine, Paris (13 avril – 29 août)

Exposition [Migration Politics: Three CAMP exhibitions](#), Satents Museum for Kuns, Copenhague (10 septembre – 6 novembre)

ANNEXE 2

Interventions au nom de Migreurop

Les membres du réseau ont organisé ou ont participé à de nombreuses initiatives touchant les thématiques de travail du réseau.

Débat « Crise migratoire ou crise des politiques d'immigration? Europe forteresse ou accueil des migrant-e-s? », rencontre régionale du CCFD-Terre Solidaire, Le Havre, 9 janvier 2016.

Débat « La sécurisation des frontières, une nécessité ? », théâtre National, Bruxelles, 23 janvier 2016.

Après-midi ludico-pédagogique, cycle « L'Art, l'Autre, l'Hospitalité », Anis-Gras-Le lieu de l'autre, Arcueil, 30 janvier 2016.

Conférence « La cause des migrants existe-t-elle ? », Université Populaire d'Arcueil, Anis-Gras-Le lieu de l'autre, Arcueil, 1^{er} février 2016.

Lecture de « En ce jour renversé » avant la performance « Le but de Roberto Carlos », cycle « L'Art, l'Autre, l'Hospitalité », Anis-Gras-Le lieu de l'autre, Arcueil, 3 février 2016.

Master Migrinter, Université de Poitiers, 9 février 2016.

Master Études européennes et internationales, Université de Cergy Pontoise, 12 février 2016.

Formation de la Fédération française, « Europe et migrations : tour d'horizons et des bonnes pratiques », Paris, 13 février 2016.

« *Un plan B para Europa* », rencontre de Podemos, Madrid, 20 février 2016.

Préparation au départ des volontaires Echanges & Partenariats, Paris, 16 mars 2016.

Débat « Crise migratoire ou crise des politiques d'immigration? Europe forteresse ou accueil des migrant-e-s? », rencontre nationale RESF, 19-20 mars 2016.

Festival « Raisons d'agir », Poitiers, 25 mars 2016.

Conférence-débat « L'Europe forteresse des murs contre les hommes », La Buisse, 1^{er} avril 2016.

Conférence-débat « *Should we speak of a migration crisis?* », Observatorio de la Frontera Sur, Malaga, 7 avril 2016.

Projection-débat du film documentaire « Imaging Emmanuel », Maison de la Norvège, Paris, 14 avril 2016.

Séminaire du CER-Migracions, Université Autonome de Barcelone, Barcelone, 22 avril 2016.

Groupe « Exilés et justice climatique » des Jeunes Amis de la terre, Montreuil, 24 avril 2016

Débat « Quelle crise des migrants ? Quel afflux de réfugiés ? », Société Louise Michel, Paris, 3 mai 2016.

Projection-débat « Quand l'hospitalité française est questionnée.....: L'immigration à l'heure du grand repli identitaire en Europe », Bordeaux, 11 mai 2016.

Inauguration des expositions Moving Beyond Borders et *One Way-Senza voltarci indietro*, festival Sabir, Pozzallo (Sicile), 12 mai 2017.

Assemblée Générale régionale de La Cimade Languedoc Roussillon, Montpellier, 28 mai 2016.

Rencontre nationale des bénévoles « Migrations », CCFD-Terre Solidaire, Paris, 28 mai 2016.

Grande Parade Métèque (tenue d'un stand Migreurop), Romainville, 28 mai 2016.

Séminaire « Turquie et Grèce : après l'accord UE/Turquie, pour la société civile, les migrants, au Kurdistan, quelle situation, quelles solidarités », EHESS, Paris, 8 juin 2016. (vidéo disponible [en ligne](#))

Projection-débat de « La mécanique des flux », Meymac, le 11 juin 2016.

Débat « Crise migratoire ou crise des politiques d'immigration? Europe forteresse ou accueil des migrant-e-s? », Montluçon, 14 juin 2016.

Débat « Crise migratoire ou crise des politiques d'immigration? Europe forteresse ou accueil des migrant-e-s? », Moulins, 15 juin 2016.

Débat « Crise migratoire ou crise des politiques d'immigration? Europe forteresse ou accueil des migrant-e-s? », Vichy, le 16 juin 2016.

Conférence « Anatomy of a shipwreck », Parlement européen, Bruxelles, 5 juillet 2016.

Projection-débat « La mécanique des flux », Paris, 6 juillet 2016.

Journées d'études de « l'Ecole Emancipée », Chatenay-Malabry, 10 juillet 2016.

Débat « Crise migratoire ou crise des politiques d'immigration? Europe forteresse ou accueil des migrant-e-s? », rencontre nationale des Scouts, Le Havre, 5 août 2016.

Université d'été d'Ensemble, Guidel, 27 août 2016.

Projection-débat « La mécanique des flux », Paris, 31 août 2016

Projection-débat « La mécanique des flux », Paris, 5, 6 et 13 septembre 2016.

Université d'été d'Amnesty Belgique, Bruxelles, 17 septembre 2016.

Débat « Crise migratoire ou crise des politiques d'immigration? Europe forteresse ou accueil des migrant-e-s? », Arles, 27 septembre 2016.

Débat « Crise migratoire ou crise des politiques d'immigration? Europe forteresse ou accueil des migrant-e-s? », Martigues, 28 septembre 2016.

Séminaire « *Come ridurre i rischi di disastri sanitari-ambientali ed economici nel Mediterraneo ?* », Res pubblica, Genova, 28, 29 et 30 septembre 2016.

Réunion publique de l'OEE « Privatisation des camps d'étrangers : un marché juteux ? », le Lieu-Dit, Paris, 11 octobre 2016.

Colloque « L'Europe face aux défis migratoires », Sénat français, Paris, 14 octobre 2016.

« *Solidacities - A meeting of citizens for the right to asylum and refuge - GUE/NGL - Another Europe is possible* », Parlement européen, Bruxelles, le 18 octobre 2016.

Rencontre-débat « Tous étrangers ? », association Derrière le hublot, Capdenacm, 21 octobre 2016.

Colloque « Droits fondamentaux des migrants : le juge garant ? », MEDEL, Paris, 21 octobre 2016.

Journée de solidarité avec les sans-papiers, Toulouse, 23 octobre 2016.

Master 2 Développement et aide humanitaire, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), 24 octobre 2016.

Projection-débat « La mécanique des flux », 40 ans du CICP et Semaine de la Solidarité Internationale, Paris, 14 novembre 2016.

Réunion publique « Crise migratoire ou crise des politiques d'immigration ? Europe forteresse ou accueil des migrant-e-s ? », Université de Cergy Pontoise, 16 novembre 2016.

Débat « Crise migratoire ou crise des politiques d'immigration? Europe forteresse ou accueil des migrant-e-s? », Lyon, 16 novembre 2016.

Master Science politique / Etudes africaines, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), 18 novembre 2016.

Marché Solidaire du CICP (tenue d'un stand Anafé/Migreurop), Paris, 20 novembre 2016.

Célébration des « 25 ans de Statewatch », Londres, 25 novembre 2016.

Débat « Face à la répression en Turquie : amitié politique et solidarité internationale », Temps Politiques, Collège International de Philosophie, Paris, 6 décembre 2016.

Conférence « Précarités en migration : de la vulnérabilité aux résistances », CERES, Haute école de travail social, Genève, 6 décembre 2016.

Débat « Crise migratoire ou crise des politiques d'immigration? Europe forteresse ou accueil des migrant-e-s? », Petit Quevilly, 10 décembre 2016.

Master MIRI, Université Paris-Diderot (Paris 7), 15 décembre 2016.

Atelier « Situation actuelle des réfugiés », 4^{ème} édition du Forum Social Maghrébin-Migration, Tanger, 17 décembre 2016.

Préparation au départ des volontaires Échanges & Partenariats, session « migrations », Paris, 19 décembre 2016.